

EUROPE INFO HEBDO



DUROV, 2D FRONT UKRAINIEN ET NUCLÉAIRE

Welcome Back!

En espérant que vous ayez bien profité de cet été pour prendre recul et repos, nous sommes heureux de vous retrouver pour cette rentrée.

Malgré le ralentissement estival, l'actualité politique n'a pas vraiment pris de vacances, ni aux Etats-Unis où la course présidentielle a pris une tournure inédite avec le retrait du Président sortant, ni dans la mer Rouge, où les attaques houthis (cf. [EIH 15/01/24](#)) ont se sont intensifiées ces dernières semaines, ni au Bangladesh où la colère de la rue renversé le gouvernement autoritaire de Sheikh Hasina au pouvoir depuis 15 ans, finalement remplacée par le prix d'économie Nobel Mohamed Yunus dont les premiers défis seront aussi économiques que climatiques, - comme d'ailleurs sur tout le reste de la planète.

L'actualité politique n'a pas non plus pris de vacances en Europe, entre un nouveau front ouvert le 6 août par l'Ukraine dans le conflit qui l'oppose à la Russie, des élections au Royaume Uni (cf. [EIH 15/7/24](#)), puis en France où elles ont accouché d'un blocage institutionnel inédit, temporairement tempéré par la fièvre olympique, une crise politique en Espagne autour du budget 2024 et de la situation politique en Catalogne, et une nouvelle crise de la coalition au pouvoir en Allemagne - là aussi autour du budget. Pendant ce temps, les premières pièces du puzzle de la composition du nouveau Collège de la Commission se mettent en place, avec les premières nominations, mais aussi les premières difficultés, en particulier sur la parité, et les premières ambitions des différentes capitales comme la Pologne pour le portefeuille stratégique du budget.

Dans une longue analyse pour [Gazeta Wyborcza](#) (PL) et [Balkaninsight](#) (EN), l'éditorialiste Piotr M. Kaczynski s'interroge d'ailleurs sur les qualités d'un bon commissaire européen : "l'esprit communautaire", avons-nous suggéré en réponse à ses questions. Un esprit dont est par exemple dépourvu l'actuel président du Conseil de l'UE, Viktor Orban, dont l'attitude peu constructive continue d'irriter ses partenaires.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

**TELEGRAM, DSA, RUSSIE, FRANCE
DUR DUROV**

Cette fin d'été 2024 aura été marquée par une stupéfaction quasi inédite. Défenseurs de droits fondamentaux, autocrates et médias n'avaient pas - à ce point - été mobilisés depuis l'arrestation d'Augusto Pinochet, venu paisiblement à Londres procéder à des examens médicaux, en vertu d'un mandat d'arrêt international émis par le juge espagnol Baltasar Garzón. Si les faits reprochés ne sont pas les mêmes que ceux dont s'était rendu coupable le dictateur chilien, selon Public Sénat : "Pavel Durov pensait que malgré le mandat d'arrêt émis à son encontre par les autorités françaises, il pouvait, grâce à ses milliards, venir sur le sol français et repartir tranquillement. On assiste peut-être à changement de braquet dans le rapport de force entre puissance publique et patron de réseaux sociaux. Il faut s'en féliciter, c'est peut-être un moment historique. Désormais, Elon Musk devra réfléchir à deux fois avant de se poser en France avec son jet !".

- A bientôt 40 ans, "l'anti Zuckerberg" russe - comme le relate Régis Genté - est un personnage ambigu.
 - Pavel Dourov, créateur du réseau social VKontakte, qu'il a été contraint de céder à un proche de Vladimir Poutine, a quitté la Russie en 2014.
 - Créateur de la messagerie Telegram, il tient tête aux services secrets russes lui réclamant les clés de cryptage qui auraient permis de lire les messages des utilisateurs de Telegram.
 - La décision de justice ordonnant le blocage de son application s'est retrouvée sans effet.
 - Une des conséquences à cette résistance est l'utilisation de cette messagerie par les manifestants biélorusses de 2020.
 - L'homme d'affaire s'est vu reconnaître la nationalité française en 2021, à l'issue d'une procédure permettant à des talents étrangers :
 - "qu'ils soient artistes, sportifs, entrepreneurs, lorsqu'ils font l'effort d'apprendre la langue française et qu'ils développent (...) de la richesse, de l'innovation, qu'ils rayonnent dans le monde - quand ils le demandent, de leur donner la nationalité française", explique - et assume - le président Macron à l'occasion d'une conférence de presse du 30 août 2024.
 - Malgré cela, son opposition au Kremlin n'est pourtant pas franche.
 - Depuis février 2022, Telegram (900 millions d'utilisateurs actifs) est la plateforme privilégiée des blogueurs pour justifier l'invasion russe en Ukraine.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



TELEGRAM, DSA, RUSSIE, FRANCE DUR DUROV

- C'est là où le bât blesse : Telegram permet la diffusion de messages à des millions de personnes sans contrôle des puissances publiques.
 - Telegram, refusant de se soumettre à toute législation, est devenu un instrument très prisé des complotistes, brouteurs, trafiquants et autres promoteurs de haine en ligne.
 - La plateforme propose une messagerie chiffrée, qui permet d'échanger des messages de l'ordre de la correspondance privée, mais ce n'est pas sur ce volet que le mandat d'arrêt porte.
 - Telegram rend possible la création de chaînes de commerce illicite.
 - Sur ces chaînes, une personne ou un groupe de personnes diffusent des messages de façon unilatérale aux fins de vendre des images et produits illicites.
 - Pour P. Durov, les lignes rouges de Telegram sont les abus sur les enfants et les ventes d'armes.
 - Les poursuites pénales engagées par la France n'ont donc rien à voir avec les sanctions encourues en cas de violation du DSA déclare le porte-parole de la Commission européenne le 26 août 2024.
 - L'enquête devrait donc porter sur ces commerces illicites car si les abus sur enfants ne sont pas permis sur Telegram, il semblerait que la vente d'images pédopornographiques - tout aussi illégale - ne pose pas de problème à M. Durov.
- Si la balle est dans le camp de l'autorité judiciaire française, l'affaire promet de prendre une tout autre ampleur.
 - Faute d'outils suffisants, les troupes russes utiliseraient aussi la messagerie cryptée pour les opérations du champ de bataille, du transfert de renseignement à la correction de frappes d'artillerie.
 - Confronté à ses manquements en ce qui concerne ses chaînes, P. Durov pourrait donc céder aux autorités françaises la clé pour décrypter la messagerie.
 - Les blogueurs russes sont terrifiés, assure Ivan Filippov, expert de la propagande de Moscou pour TV5.
 - Un accès du renseignement occidental à la messagerie serait pour eux "un désastre absolu".



EUROPE GÉOPOLITIQUE

UKRAINE, RUSSIE, FRONT BAGRATION II

Qu'en est-il de la situation sur le front ukrainien ? Au filtre des propagandes des belligérants, il est difficile de mesurer avec précision les impacts des différentes opérations en cours. La progression russe vers Kharkiv et les villes avoisinantes depuis le 10 mai 2024 avance inexorablement nous apprend [l'institute for the study of war](#). La ville de Provorsk, stratégique et sous pression semble proche de tomber aux mains russes. Mais depuis le 6 août 2024, Kiev a commencé à rétablir un début d'équilibre avec une offensive audacieuse sur le territoire russe. Stratégiquement, c'est ce qui permet aux Ukrainiens d'atteindre plus en profondeur les installations énergétiques russes.

- The Economist s'inquiète cependant que cette avancée ne soit pas suffisante pour compenser les pertes dans le Donbass.
 - Parmi les grands médias, le Financial Times nous propose une série de cartes utiles sur les évolutions du front.
- Certains observateurs font remarquer que cette offensive ukrainienne pourrait être un réel tournant de la guerre. En particulier sur la donne énergétique.
 - L'offensive ukrainienne dans la région russe de Kursk semble avoir placé la ville de Sudzha sous le contrôle effectif de l'Ukraine.
 - Une zone très proche du seul point d'entrée opérationnel en Ukraine pour le gaz russe à destination de l'Europe.
 - L'année dernière, environ 14 milliards de mètres cubes de gaz avaient transité par le point de transit de Sudzha vers l'Europe.
 - Le point de transit fonctionne toujours.
- Mais les combats près de Sudzha, auxquels s'ajoutent les pressions exercées sur la demande par un été chaud en Asie, ont suffi à effrayer à nouveau les marchés européens du gaz.
 - Le prix du gaz néerlandais, prix de référence, est passé à près de 40 euros par mégawattheure, son niveau le plus élevé depuis novembre dernier et se rapproche de la limite supérieure de sa fourchette de prix normale.
 - La nouvelle nervosité autour de l'approvisionnement en gaz de l'Europe en est une des illustrations. Même si l'UE a atteint la cible de 90 % de remplissage de ses sites de stockage de gaz, bien en amont du calendrier réglementaire selon la Commission, qui cite les chiffres publiés par Gas Infrastructure Europe.
- Paradoxe : la Russie reste malgré tout un fournisseur de gaz pour l'UE, le deuxième fournisseur de GNL de l'Europe (20 % des importations), derrière les États-Unis (50 %).
 - Les importations de gaz russe ont augmenté de 30 % par rapport au premier trimestre 2023 selon les chiffres publiés par la Commission européenne.
 - Mais Kiev accentue justement la pression sur ses alliés.
- Pour le moment, l'UE se défend d'être en guerre avec la Russie et réaffirme son soutien, comme le rappelle la présidente von der Leyen: "l'Ukraine c'est l'Europe".
 - D'ailleurs, en signal de son engagement dans le processus d'adhésion à l'UE l'Ukraine a officiellement ratifié le statut de de Rome de 1998 par lequel elle reconnaît, après des années de réticences, la juridiction de la Cour pénale internationale.



GREEN DEAL



COMMISSION, NUCLÉAIRE, ATONE

Le Green deal était l'une des principales priorités de la précédente Commission européenne. Pièce centrale de cet ambitieux agenda, la transition énergétique s'est retrouvée en tension, entre les ambitions des engagements de l'agenda Paris-2015 et les conséquences de la crise énergétique européenne, commencée en 2021 mais considérablement aggravée par la guerre en Ukraine depuis 2022. Au cœur des controverses, les divisions entre les pays pro-nucléaires et les pays anti-nucléaires ont constitué une complication majeure (cf. [EIH 1/6/22](#), et [3/4/23](#)).

- La Commission a parfois eu du mal à naviguer entre des pays comme la France, qui dépendent de l'énergie nucléaire, et d'autres, comme l'Allemagne, qui s'emploient activement à fermer progressivement leurs réacteurs nucléaires.
- Une [analyse d'Euractiv](#), rappelle que la question nucléaire pourrait être un facteur clé dans le choix du prochain commissaire à l'énergie.
 - Ainsi, Jozef Sikela, [le candidat tchèque à la Commission et ancien ministre de l'énergie du pays](#), a présenté un argumentaire solide basé sur sa propre expérience au sein du Conseil de l'UE et sur ses opinions pro-nucléaires.
 - À l'opposé, se trouve Teresa Ribera (cf. [EIH 9/9/22](#)). La candidate espagnole à la Commission [est l'une des favorites pour devenir le prochain commissaire chargé du climat et de l'environnement](#).
 - Elle est nettement moins favorable à l'énergie nucléaire et appartient à un gouvernement espagnol qui poursuit également sa sortie du nucléaire.
 - Elle n'y est toutefois pas non plus totalement hostile, [comme le rappelle cette analyse de 2023](#).
 - Elle devra en tout cas compter avec [les forts soutiens à la renaissance nucléaire de l'UE](#), dont la France avec la république tchèque est évidemment un des principaux acteurs (cf. l'alliance nucléaire, [EIH 22/5/23](#)).
- Au delà de la question du commissaire que l'on pourrait qualifier d'adéquat face à ces prises de position nationales, on retrouve :
 - la Pologne , qui prévoit dans son budget 2025 plus d'un milliard d'euros pour mettre sur pied la première centrale nucléaire du pays, selon [Andrzej Domański son ministre des finances](#) ;
 - La Suède, où une [étude gouvernementale](#) récente propose d'accélérer le rythme de construction des réacteurs nucléaires, en en visant quatre nouveaux d'ici à 2035 ;
 - La Belgique, où les écologistes étaient pourtant jusqu'en juin dernier membres de la coalition gouvernementale, est revenue sur ses promesses et a officiellement prolongé la durée de vie de ses centrales nucléaires déjà vétustes, [rappelle le site d'information Contexte](#).